

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES
(C. P. S.)



14

✓

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Appel d'Offres Ouvert Simplifié n°/

Passé en application de l'article 21 du décret N°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés :

d'une part : L'OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL (O.F.P.P.T.), représenté par sa Directrice Générale,

Et,

D'autre part :

La société :

- Titulaire du compte (à la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à (localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

- Adresse du siège social de la société :

- Adresse du domicile élu :

- Affiliée à la CNSS sous le n° :

- Inscrite au registre de commerce de (localité) sous le n° :

- Patente n° :

- N° d'identification Fiscale

- ICE.....

- Représentée par : Monsieur

Agissant au nom et pour le compte de ladite société en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés



17

17

I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES :**ARTICLE N°1 : OBJET DU MARCHÉ ET MODE DE PASSATION**

Le marché a pour objet : Acquisition d'un atelier mobile de maintenance équipé et aménagé.

Le marché issu de présent appel d'offres est passé en application des articles 19 (al. 1 du paragraphe I-1 et al. b du paragraphe I-3) et 20 (alinéa b) du paragraphe 3) du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics.

ARTICLE N°2 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents contractuels sont par ordre de priorité :

- 1- L'acte d'engagement,
- 2- Le présent cahier des prescriptions spéciales,
- 3- Le bordereau des prix - détail estimatif,
- 4- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (CCAG-T), approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 06 Chaabane 1437 (13 mai 2016).

**ARTICLE N°3 : AUTRES TEXTES APPLICABLES**

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions notamment des textes suivants :

- Le décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.
- Dahir n° 1-23-22 du 19 rejeb 1444 (10 février 2023) portant promulgation de la loi n° 54-22 modifiant et complétant la loi n° 69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes.
- L'arrêté 2-3663 du 13 /07/2005 portant organisation financière et comptable de l'OFPPT.
- Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics.
- Les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires.
- Le dahir n°1.85.347 du 20/12/1985, relatif à l'institution générale de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).
- Le décret royal n° 330-66 du 10 Moharrem 1387 (21 Avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété.
- La décision du ministre des Finances et de la Privatisation - DEPP n° 2-0610 du 26 Février 2008 fixant le visa préalable du contrôleur d'Etat de l'OFPPT pour les marchés de fournitures et de prestation de service dont le montant est supérieur à 1 000 000,00 DHS.
- l'arrêté du ministre de l'Économie et des finances n° 1692-23 du (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et pièces relatifs aux marchés publics.
- Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics.
- Dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale ;
- Dahir du 25 juin 1927 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.
- Décret 2-07-1235 du 05 kaada 1429 (04 novembre 2008) relatif au contrôle des dépenses de l'Etat tel qu'il a été modifié et complété ;
- Décret n° 2-16-344 du 17 choual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.
- Circulaire n° 72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics.
- Le décret n° 2-11-247 du 28 Rajab 1432 (01 Juillet 2011) relatif au SMIG ;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- Code général des Impôts, tel qu'il a été modifié et complété ;

- Circulaire du chef du gouvernement n° 02/2019 relatif au respect de la réglementation sociale pour les marchés concernant la sécurité, l'entretien et le nettoyage des locaux administratifs et marchés équivalents.
- Décret N° 2-14-272 du 14/05/2014 relatif aux avances en matière de marchés publics.
- Arrêté du Ministre de l'économie et des finances n°1872-13 du 4 Chaâbane 1434 (13 Juin 2013) relatif à la publication des documents dans le portail électronique des marchés publics.
- Textes législatifs et réglementaires en vigueur relatifs au travail, à la sécurité sociale et aux accidents de travail. Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés rendus applicables à la date de l'ouverture de plis.
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, la sécurité du personnel, les salaires de la main d'œuvre particulièrement : le décret royal n° 2.73.685 du 12 Kaâda 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture ;

Ainsi que tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date limite de réception des offres.

ARTICLE N°4 : CARACTERE DES PRIX

Les prix des prestations objet du présent marché sont fermes et non révisables.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

ARTICLE N°5 : NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires. Tous les prix sont rémunérés à l'unité.

Les prix sont définis conformément aux dispositions de l'article 53 du CCACT.

Les sommes dues au titulaire sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix-détail estimatif joint au présent cahier des prescriptions spéciales et aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché comprennent le bénéfice et tous droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et, de manière générale, toutes les dépenses induites par la prestation objet du marché jusqu'à l'exécution de celle-ci.

ARTICLE N°6 : DROITS DE TIMBRES.

Le prestataire de service doit acquitter les droits de timbre du marché, tels qu'ils résultent des lois et règlements en vigueur

ARTICLE N°7 : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION DU MARCHÉ

Le délai contractuel pour l'exécution des prestations objet du présent marché est de **Sept mois (07) mois**. Il commence à courir à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations objet du présent marché.

ARTICLE N°8 : PENALITES

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un **pour mille (1/1000)** par jour calendaire de retard, calculé sur la base du montant initial du marché, avec prise en compte des éventuels avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au titulaire.



07

✓

L'application de ces pénalités ne libère en rien Le prestataire de services de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Le montant global des pénalités au titre des retards est plafonné à huit pour cent (8) % du montant initial du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants.

Quand le montant des pénalités atteint ce plafond, l'autorité compétente se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions prévues par l'article 79 du CCACT.

ARTICLE N°9 : CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est :

- **Dix mille (10.000,00) Dirhams.**



Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 18 du CCACT.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant du marché arrondi au dirham supérieur.

Le cautionnement définitif doit être constitué dans les vingt (20) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.

N.B : Les cautions personnelles et solidaires doivent être choisies parmi les établissements marocains agréés à cet effet conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 10 : MODALITES DE LA COMMANDE

Les ordres de service sont établis par le Directeur de l'Approvisionnement et de la Logistique.

ARTICLE 11 : LIVRAISON DES EQUIPEMENTS AU SITE BENEFICIAIRE.

Les équipements seront livrés au site bénéficiaire indiqué par l'OFPPT (Atelier Central de Maintenance ISIC Ain Borja Casablanca).

Avant de commencer les livraisons (au moins 15 jours à l'avance), le titulaire doit transmettre à l'OFPPT un planning prévisionnel de livraison.

Les opérations de transport, de chargement, de déchargement, de déballage et d'emballage sont à la charge exclusive du titulaire et sont effectuées sous sa responsabilité.

Le responsable du centre bénéficiaire signe les bons de dépôt des articles livrés en précisant les dates de livraison.

ARTICLE 12 : GARANTIE

Le titulaire garantit que tout équipement livré en exécution du marché est neuf, n'a jamais été utilisé, est du modèle le plus récent en service et inclue toutes les dernières améliorations en matière de conception et de matériau sauf si le marché en a disposé autrement.

Le titulaire garantit en outre que tout l'équipement livré en exécution du marché n'aura aucune défectuosité due à sa conception, aux matériaux utilisés ou à sa mise en œuvre (sauf dans le cas où la conception et/ou le matériau requis par les spécifications du marché), qui peut se révéler pendant l'utilisation normale de l'équipement livré, dans les conditions prévalant dans les Etablissements de Formation Professionnelles de l'OFPPT.

Pendant la période de garantie, les techniciens du fournisseur interviendront dans un délai de cinq (5) jours à partir du lendemain de la notification au fournisseur par l'OFPPT des pannes des équipements concernés.

Les frais de récupération ou de remplacement des équipements défectueux sont à la charge exclusive de ce dernier.

ARTICLE 13 : RETENUE DE GARANTIE

Conformément à l'Article 64 du C.C.A.G-T, une retenue d'un dixième (1/10) sera effectuée sur le montant des acomptes.

La retenue de garantie cessera de croître lorsqu'elle aura atteint sept pour cent (7%) du montant initial du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants.

Toutefois, cette retenue de garantie pourra être remplacée, à la demande du titulaire, par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

N.B : Pour le titulaire étranger, le cautionnement de la retenue de garantie doit être avalisé par une banque marocaine.

ARTICLE 14 : DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à **deux ans (02 ans)** pour les prestations objet du marché. Il court à partir de la date de la dernière réception provisoire de ces équipements.

ARTICLE 15 : RESTITUTION DES CAUTIONNEMENTS PROVISoire ET DEFINITIF ET PAIEMENT DE LA RETENUE DE GARANTIE

En application des dispositions de l'article 19 du CCACT, le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché ou la caution qui le remplace est libérée après que le titulaire aura réalisé le cautionnement définitif.

Le cautionnement définitif est restitué, sauf les cas d'application de l'article 79 du CCACT, et le paiement de la retenue de garantie est effectué ou bien les cautions qui les remplacent à la suite d'une mainlevée donnée par l'OFPPT dès la signature du procès-verbal de la réception définitive des prestations objet du marché.

ARTICLE 16 : MODALITES DE VERIFICATION DE CONFORMITE TECHNIQUE

Sur la base du programme des livraisons, l'OFPPT organise les opérations de vérification de conformité technique du matériel livré dans le site bénéficiaire suivant un planning communiqué au titulaire.

Le retard enregistré dans l'opération de vérification de conformité technique et de réception, après livraison du matériel, sera à la charge de l'OFPPT et le délai d'exécution du marché sera prorogé en conséquence.

Les équipements jugés non-conformes sont récupérés par le titulaire dans un délai maximum de 30 jours qui commencera à courir à partir du lendemain de la notification au fournisseur par l'OFPPT des équipements concernés. Passé ce délai l'OFPPT n'est plus responsable des équipements en question.

Le titulaire mettra à la disposition du(es) représentant(s) de l'OFPPT la documentation technique, en langue française, nécessaire à la vérification de la conformité technique des équipement(s).

Les opérations de déballage et d'emballage sont à la charge exclusive du titulaire et sont effectuées sous sa responsabilité.

L'OFPPT procédera à la vérification de la conformité technique de l'équipement avec les spécifications du marché et avenant(s) (marque, référence, origine, dimensions, capacités, puissance, alimentation électrique, ...) dans le site bénéficiaire, à la date prévue, en présence d'un représentant qualifié du titulaire devant être habilité à répondre aux remarques de la commission désignée par l'OFPPT.

L'O.F.P.P.T se réserve le droit de faire vérification de la conformité technique par un organisme externe en présence du représentant du titulaire du marché.

La vérification de la conformité technique des articles livrés est sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal qui doit être signé par le(s) représentant(s) de l'OFPPT et du titulaire ayant participé à l'opération de vérification.

Toute divergence par rapport au marché et le cas échéant ses avenants doit être consignée dans le procès-verbal de vérification de conformité technique.

Une copie du procès-verbal de vérification de conformité technique est remise au représentant du titulaire séance tenante.



Tout équipement jugé non conforme par l'OFPPT doit être remplacé, par le titulaire, dans le délai contractuel.

ARTICLE 17 : MODALITES DE RECEPTION DES EQUIPEMENTS.

L'OFPPT procédera à la réception dans le site bénéficiaire :

Du matériel sur la base du procès-verbal de vérification de conformité technique ;

Des quantités livrées par rapport à celles du marché ou avenant ;

De la mise en marche du matériel si nécessaire.

La réception n'est prononcée qu'une fois l'équipement, vérifié conforme, satisfait aux essais exigés.



ARTICLE N° 18 : RECEPTION DES PRESTATIONS

1- Réception provisoire

La réception provisoire du marché n'est prononcée que lorsque tous les équipements sont livrés, vérifiés conformes et une fois tous les essais ont été déclarés satisfaisants par le(s) représentant(s) de l'OFPPT.

La réception provisoire du marché correspondra à la dernière date de réception.

2- Réception définitive

Le titulaire demandera à l'OFPPT d'organiser la réception définitive vingt jours au plus tard avant l'expiration du délai de garantie.

Un planning de réception définitive sera communiqué par l'OFPPT au titulaire en lui précisant les lieux et les dates de réceptions définitives.

Le titulaire prendra les dispositions nécessaires pour se faire représenter à ces opérations qui seront sanctionnées par un procès-verbal de réception définitive locale.

Si au moment de la réception définitive, il est reconnu que certaines réserves concernant les prestations objet du présent marché ayant fait l'objet d'une notification, le titulaire disposera d'un délai d'un (1) mois maximum pour lever la ou les réserves en question et le délai de garantie est prolongé jusqu'à ce que ces réserves soient levées par le titulaire.

A défaut, l'O.F.P.P.T. peut effectuer les réparations ou remplacements aux frais du titulaire de marché ou prendre d'autres mesures correctives.

ARTICLE N°19 : MODALITES DE PAIEMENT

L'OFPPT procédera au paiement des articles livrés et réceptionnés conforme.

Le titulaire adressera à l'OFPPT les factures en 6 exemplaires originales portant la date de la facture, le numéro de la facture, l'objet et le numéro du marché.

Les sommes dues au titulaire seront réglées à son compte dont le numéro est précisé dans le marché.

Tout changement du numéro de compte doit faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE N°20 : DELAIS DE PAIEMENT

En application des dispositions prévues par la Loi 69-21, le délai de paiement des sommes dues aux titulaires de ce marché est de **120 jours à compter du service fait**, et ce, conformément aux articles 78-1 et 78-2 de ladite loi.

ARTICLE N°21 : SOUS –TRAITANCE

Si le prestataire envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- l'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous- traitants
- le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- la nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ;
- et une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises prévues à l'article 27 du décret n° 2-22-431 du 8 mars 2023.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

La prestation d'aménagement (partie B du CPT) peut faire l'objet de sous-traitance.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

ARTICLE N°22 : DOMICILE DU TITULAIRE

Le titulaire du marché est tenu d'élire domicile au Maroc, qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement, ou le faire connaître au maître d'ouvrage dans le délai de quinze (15) jours à partir de la notification, qui lui est faite, de l'approbation de son marché.

Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation, toutes les notifications qui se rapportent au marché sont valables lorsqu'elles ont été faites au siège de l'entreprise, dont l'adresse est indiquée dans le cahier des prescriptions spéciales.

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE N°23 : VALIDITE DU MARCHÉ

Le marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après sa signature par l'autorité compétente de l'Office ou par son délégataire dûment désigné et son visa par le Contrôleur d'Etat, lorsque ledit visa est requis.

ARTICLE N°24 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

L'approbation des marchés doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours, à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 143 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics.

ARTICLE N°25 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

En application des dispositions de l'article 25 du CCAG-T, le titulaire doit souscrire, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, les polices d'assurances qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du présent marché.

ARTICLE N°26 : PROTECTION DES EMPLOYES DU TITULAIRE DU MARCHÉ

Les choix des collaborateurs du titulaire et la protection de ses employés sont celles prévues par les dispositions des articles 22 et 23 du CCAG-T.

ARTICLE N°27 : NANTISSEMENT

Sous réserve de l'entrée en vigueur des dispositions de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, notamment son « Chapitre IX : Conditions et modalités de dématérialisation du nantissement des marchés publics », en cas de nantissement du marché, le Maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, sur sa demande et contre récépissé, une copie du marché portant la mention « exemplaire



unique » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché public, conformément aux dispositions du dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

- La liquidation des sommes dues par l'Office de la formation Professionnelle et de la Promotion du Travail en exécution du présent marché sera opérée par les soins de la Directrice Générale de l'O.F.P.P.T ou son délégataire.
- Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du futur marché ainsi qu'à bénéficiaire des nantissements ou subrogations les renseignements, qui ont été prévus à l'article 8 du dahir susvisé, est la Directrice Générale de l'OFPPPT ou son délégataire.
- Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Payeur de l'OFPPPT seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.
- Les frais de timbre et d'enregistrement de l'original du présent marché ainsi que de l'exemplaire unique sont à la charge du titulaire du marché.

ARTICLE N°28 : RESILIATION DU MARCHE

Le marché peut être résilié par l'OFPPPT de plein droit dans tous les cas de figure prévus par les textes en vigueur (le Décret n° 2-14-394 du 06 Chaabane 1437 (13 mai 2016) - CCAG-T et décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics).

ARTICLE N°29 : MESURES COERCITIVES

Il sera fait application des mesures coercitives prévues la CCAG-T, notamment celle prévues par son chapitre VIII.

Lorsque le titulaire ne se conforme pas, soit aux stipulations du marché, soit aux ordres de service qui lui sont donnés par l'OFPPPT, l'autorité compétente le met en demeure d'y satisfaire dans un délai de quinze (15) jours à dater de la notification de la mise en demeure.

Passé ce délai, si le titulaire n'a pas exécuté les dispositions prescrites, l'autorité compétente peut prononcer la résiliation pure et simple du marché, assortie de la confiscation du cautionnement définitif.

ARTICLE N°30 : VERSEMENT A TITRE D'AVANCE AU TITULAIRE DU MARCHE

Conformément au décret n° 2-14-272 du 14 Rajab 1435 (14 Mai 2014) relatif aux avances en matière des marchés publics, le titulaire du marché a droit à une avance qui sera calculée par application de l'article 5 du décret susmentionné. L'avance est accordée en une seule fois sur la base du montant total de la première année. Cette avance sera octroyée au titulaire après la notification de l'ordre de service de commencer les prestations objet du marché contre remise d'une caution personnel et solidaire du même montant, ne comportant aucune réserve et demeure affectée aux garanties pécuniaires exigées du titulaire du marché. Le remboursement de cette avance sera effectué par déduction sur chaque acompte d'un montant égal à 25%, de manière que le remboursement de la totalité de l'avance soit opéré lorsque le montant des prestations exécutées aura atteint 80% du montant du marché. Si ces sommes n'atteignent pas 80% du montant initial du marché, le solde à rembourser sera prélevé sur le décompte « n » et dernier. Si le marché ne donne pas lieu à versement d'acomptes et fait l'objet d'un seul règlement, l'avance est récupérée en une seule fois par précompte sur le règlement.

La révision des prix n'est pas prise en compte dans le calcul du montant de l'avance. Les taux et les conditions de versement et de remboursement de l'avance ne peuvent pas être modifiés par avenant

H



CHAPITRE II : CLAUSES ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**ATELIER MOBILE DE MAINTENANCE AMENAGE ET EQUIPE.****A. Véhicule :**

Le véhicule est un fourgon normal de type L2H2 de caractéristiques suivantes :

Motorisation :

Source d'énergie : Diesel
Architecture : 4 cylindres en ligne
Alimentation : Turbo
Injection : Injection directe
Cylindrée : A préciser par le soumissionnaire
Puissance réelle maxi : 140 ch.
Puissance fiscale maxi : 9 CV
Disposition du moteur : Transversale avant
Alésage/course : A préciser par le soumissionnaire

Transmission :

Boîte de vitesses : Manuelle 5 rapports (5 Rapport Avant et 1 Marche Arrière) minimum

Nombre de roues/motrices : 4x2
Mode de transmission : Traction / Propulsion

Dimensions :

Longueur extérieure minimal : 5,5 m
Largeur extérieure minimal : 2,05 m
Hauteur extérieure minimal : 2,4m
Longueur intérieure minimal : 3,07 m
Largeur intérieure minimal : 1,76 m
Hauteur intérieure minimal : 1,8 m
Empattement : A préciser par le soumissionnaire

Poids :

PTAC 3 300 kg max

Habitabilité :

Nombre de places assises : 3

Conduite :

Direction assistée
Limiteur de vitesse
Régulateur de vitesse
Vitesse maximale : A préciser par le soumissionnaire
Contenance du réservoir de carburant : A préciser par le soumissionnaire

Sécurité :

Freinage avec ABS
Aide au freinage d'urgence
Airbag conducteur
Airbag passager
Anti patinage
ESP

Couleur :

Au choix du Maître d'ouvrage



Pneumatiques :

Matériau des jantes : Acier avec Enjoliveurs
Taille des roues : 225/65 R16 ou équivalent
Roues de secours Normale

Confort et Equipement :

Boîte à gant fermée
Clim automatique
Kit Fumeur
Paroi séparation
Prise 12V et port USB
Siège conducteur pneumatique
Siège conducteur réglable en hauteur
Verrouillage automatique des portes en roulant
Verrouillage centralisé à distance
Vitrage : vitres avant claires et électriques
Volant réglable en hauteur
Double portes arrière de chargement
Feux de freinage d'urgence
Marchepieds arrière
Porte latérale arrière droite coulissante
Rétroviseurs électriques
Cric, manivelle, clef à roue, extincteur à poudre 1kg minimum
2 triangles de pré-signalisation, trousse de premier secours.



B. AMENAGEMENT :

L'aménagement de l'atelier mobile de maintenance comprenant :

■ Plancher :

Le plancher doit être couvert d'un revêtement sol en bois d'une bonne résistance de 12 mm au minimum recouvert d'une tôle aluminium antidérapante, de couleur au choix du Maître d'ouvrage.

■ Parois :

Le revêtement intérieur des parois doit être en bois de 8 mm au minimum d'une bonne résistance, de couleur au choix du Maître d'ouvrage.

■ Aération :

Fourniture et installation d'une aération haute par grille en inox sur porte latérale et une deuxième en partie basse de la porte arrière.

■ Plafond :

Le revêtement intérieur du plafond doit être en bois de 8 mm au minimum d'une bonne résistance, de couleur au choix du Maître d'ouvrage et installation d'une translucide de toit (environ 800*300).

■ Habillage extérieur :

L'habillage extérieur de l'atelier mobile de maintenance doit être en film vinyliques de haute résistance selon le modèle validé et communiqué par l'OFPPT.

■ Installation électrique et raccordement :

L'installation électrique comprendra au minimum :

- Goulotte avec huit prises 220V pour chaque plan de travail
- Câble d'alimentation armé des équipements
- Un câble de mise à la terre avec piquet de Terre métallique et massette ;
- Un armoire électrique avec des disjoncteurs différentiels, contacteurs et relais thermiques.

■ Passages de câbles :

Tous les passages des câbles doivent être intégrés aux panneaux de carrosserie et au mobilier.

■ Eclairage intérieur :

La cellule doit être équipée des panels de 600x600 mm fixés au plafond.

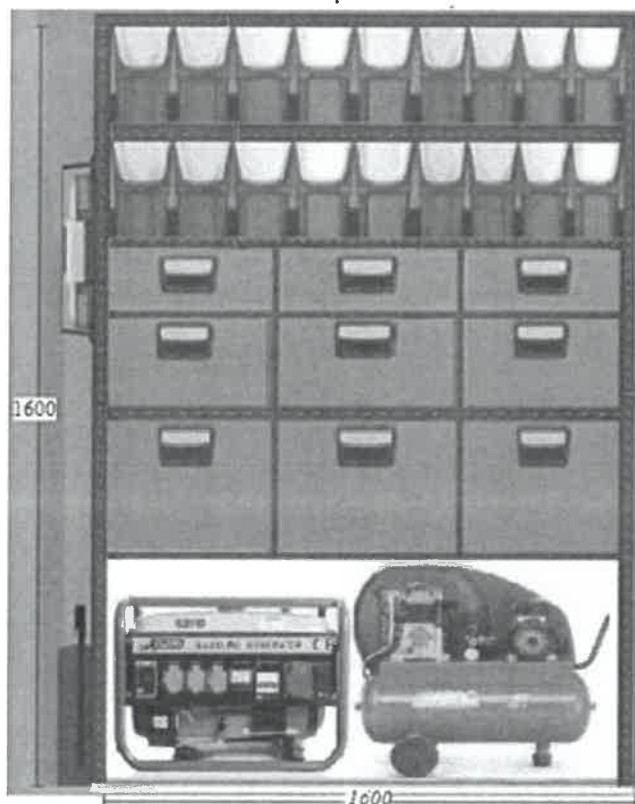
Le nombre et les emplacements seront étudiés d'une façon judicieuse afin de permettre un éclairage suffisant dans toute la cellule conformément aux normes en vigueur.

Tous les points lumineux seront de type led « lumière blanche »

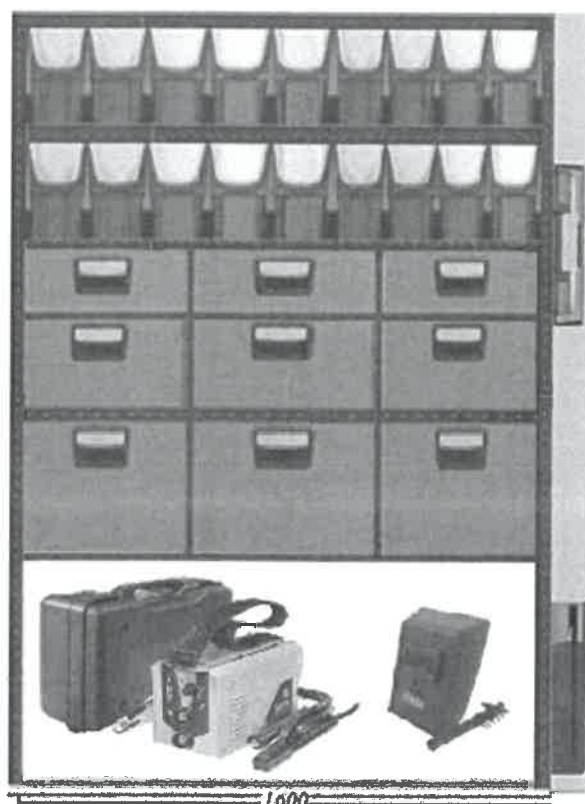


■ **Meuble N° 1-2 (Côté gauche et droit) : L1600 mm, H1600 / P450 mm**

Les meubles N° 1 et 2 doivent être réalisés en respectant la présentation plans ci-joint et suite à une note de calcul et comprenant de :



Meuble N° 1



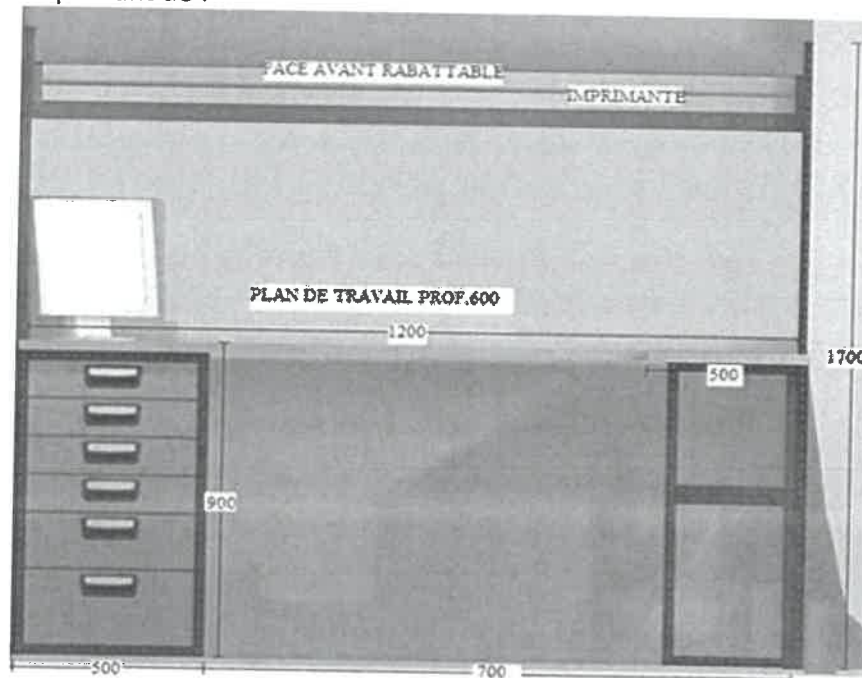
Meuble N° 2

- Panoplies pour fixations diverses en tôle perforée laminée à froid et peinture époxy résistante à la corrosion.
- 3 Tiroirs de Longueur 500 mm, Hauteur 100 mm, Profondeur 450 mm avec glissières à ouverture totale en tôle laminée à froid et peinture époxy résistante à la corrosion.
- 3 Tiroirs de Longueur 500 mm, Hauteur 200 mm, Profondeur 450 mm avec glissières à ouverture totale en tôle laminée à froid et peinture époxy résistante à la corrosion.
- 3 Tiroirs de Longueur 500 mm, Hauteur 300 mm, Profondeur 450 mm avec glissières à ouverture totale en tôle laminée à froid et peinture époxy résistante à la corrosion.
- 2 Etagères équipées de 9 bacs à bec amovibles par étagère (soit 36 bacs) en tôle laminée à froid et peinture époxy résistante à la corrosion.
- Un logement pour fixation du groupe électrogène, compresseur d'air et poste à souder de Longueur 1600 et Hauteur 600 mm en tôle laminée à froid et peinture époxy résistante à la corrosion.
- 2 extincteur 2 kg poudre ABC
- 2 mallette <<pharmacie>> avec support galvanisé.



■ **Meuble N° 3 (Côté gauche) : L 1200 mm, H1700 /600 mm**

Le meuble N° 3 doit être réalisé en respectant la présentation plans ci-joint et suite à une note de calcul et comprenant de :



Meuble N° 3

-Panoplies pour fixations diverses en tôle perforée laminée à froid et peinture époxy résistante à la corrosion.

-1 bloc de 5 tiroirs de longueur 500 mm et hauteur 180 mm avec glissières à ouverture totale en tôle laminée à froid et peinture époxy résistante à la corrosion.

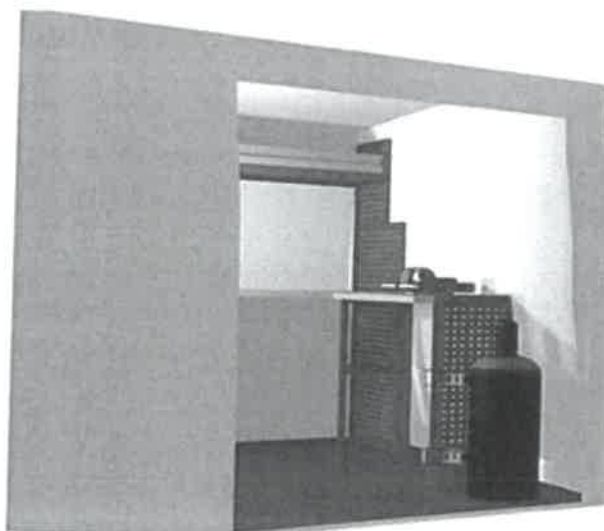
-1 plan de travail de longueur 1200mm et hauteur 900 mm résistant avec plateau en bois de hêtre multiplis de 40mm d'épaisseur et structure en acier.

-1 étagère de longueur 1200 et largeur 350mm en partie supérieure avec face rabattable et hauteur 200mm en tôle laminée à froid de 0,8 mm d'épaisseur. Peinture époxy résistante à la corrosion.



■ **Meuble N° 4 (Au fond) : L1200 mm, H900 /500 mm**

Le meuble N° 4 doit être réalisé suite à une note de calcul et comprenant :



Meuble N° 4

- Panoplies pour fixations diverses en tôle perforée laminée à froid et peinture époxy résistante à la corrosion.
- Plan de travail de longueur 1200mm en L, avec le plan de travail du côté gauche résistant avec plateau en bois de hêtre multiplis de 40mm d'épaisseur et structure en acier.
- Etau fonte d'acier 125 mm à base tournante.
- Corbeille à papier 120l.
- Système de fixation par sangle pour Corbeille.



C. Groupe électrogène :

Un groupe électrogène diesel insonorisé de puissance 5 KVA au minimum doit assurer la fourniture en électricité sur la cellule. Il sera fixé au meuble 1.

D. Compresseur d'air mobile :

Un compresseur silencieux de puissance 2 CV et réservoir de 50 L avec pistolet doit assurer la fourniture d'air sur la cellule avec une alimentation de 230V et une pression max de 8 bar.

E. Poste à souder :

Le poste à souder doit être portable 160 Ampères pour souder l'acier, l'inox avec des électrodes de \varnothing 1.6 à 4 mm avec une alimentation de 230V, Il sera fixé au meuble 2.

Equipé de :

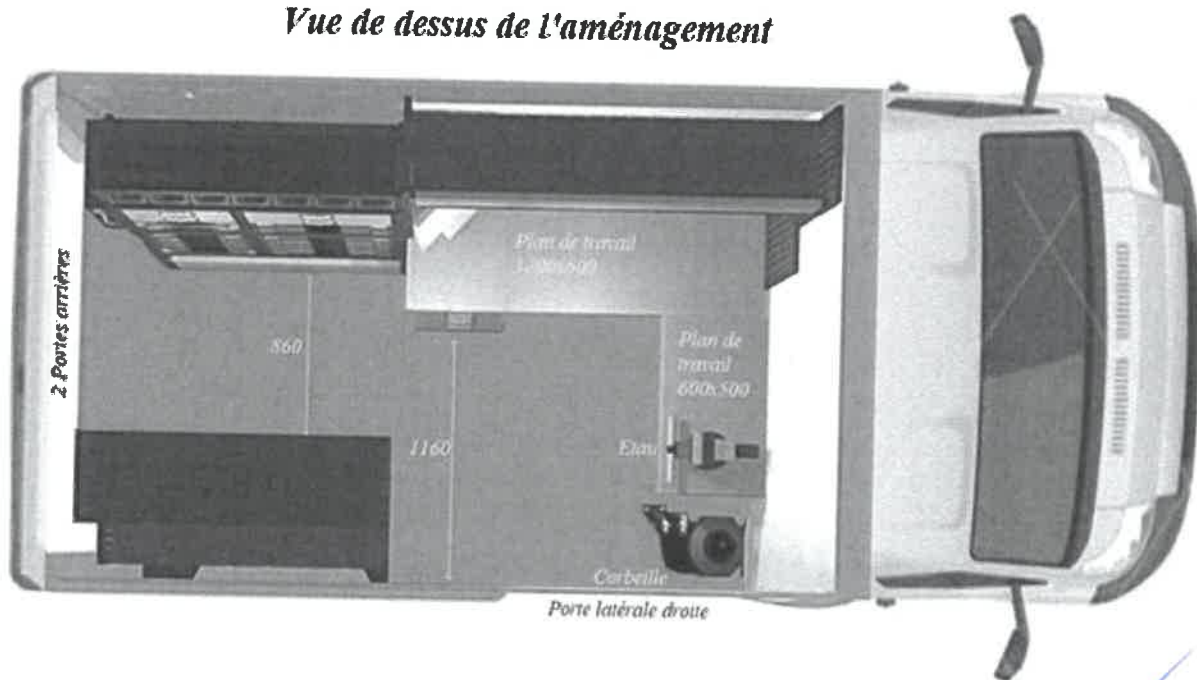
- Pince porte électrode,
- Pince de masse,
- Câble d'alimentation,
- Masque de soudure
- Brosse métallique,
- Tablier en cuir,
- Gants à 5 doigts.

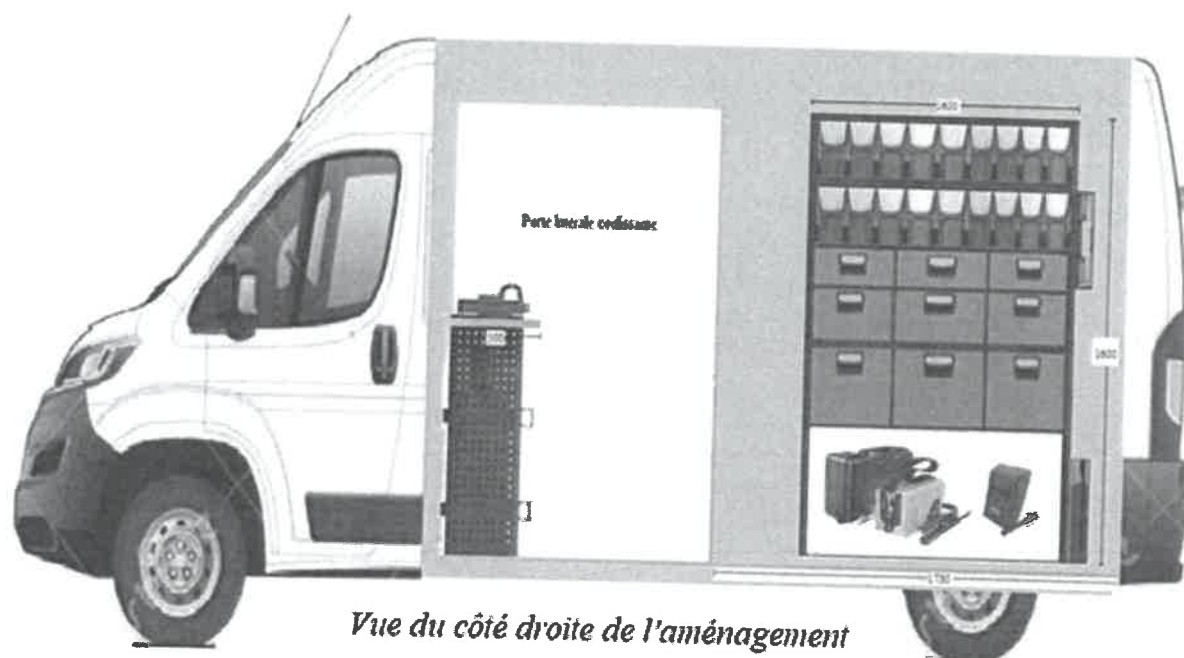
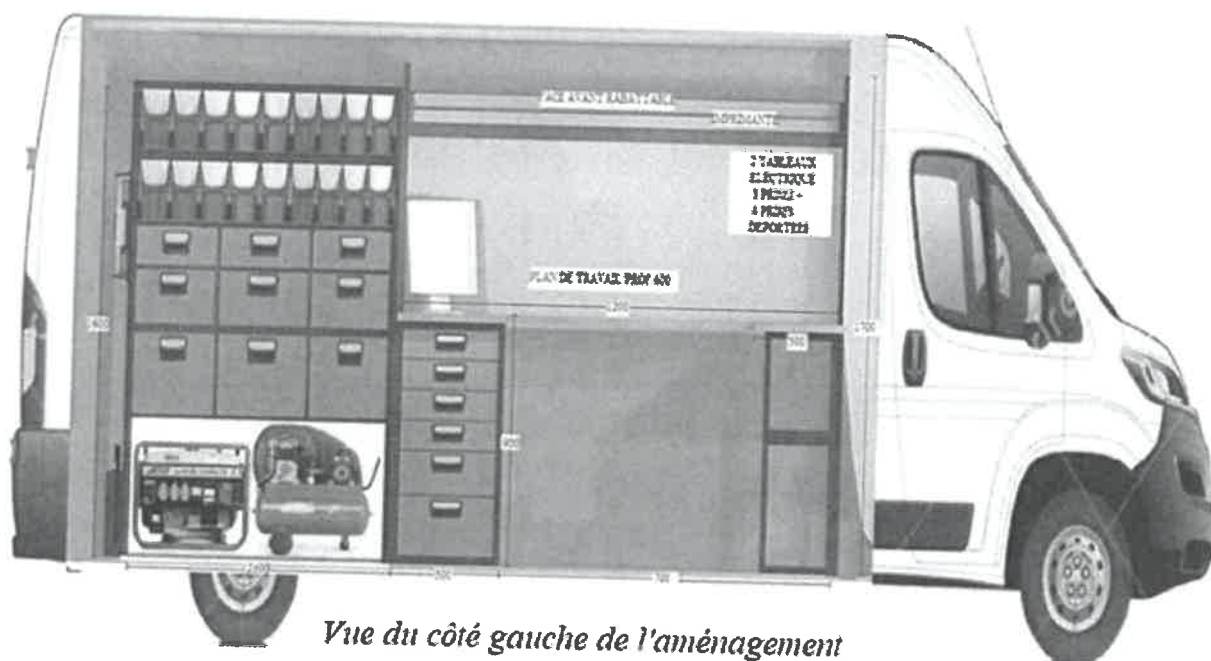
**F. Immatriculation :**

Le titulaire du marché doit fournir tous les documents nécessaires à l'immatriculation du véhicule dans la série M Rouge.

G. LAY OUT de l'atelier mobile de maintenance (à titre indicatif) :

Vue de dessus de l'aménagement





- NB : le dessin ci-dessus est à titre indicatif



LE SOUMISSIONNAIRE	LE MAITRE D'OUVRAGE
<u>Lu et accepté</u>	Le Directeur de l'Approvisionnement et de la Logistique <i>Directeur de l'approvisionnement et de la logistique</i> Abdelatif AOURAGH



ANNEXE 3 :

Item n°	Désignations	Proposition du soumissionnaire	Appréciation de l'administration
1	Atelier mobile de maintenance équipé et aménagé (cf. partie A, C, D et E du CPT)	Marque : Reference : Caractéristique proposée :	



M

A

BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

AO n°

Objet : Acquisition d'un atelier mobile de maintenance équipé et aménagé.

Item N°	Désignations	Unité	Quantité	Prix unitaire HTVA	Prix total HTVA
1	Atelier mobile de maintenance équipé et aménagé	U	1		
Total HTVA					
TVA (20%)					
Total T.T.C					

Fait à le

Signature et cachet du concurrent



[Handwritten signature]